



**Syndicat National de la DGFIP**

**FORCE OUVRIERE**

**Section de l'Aveyron**

[fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr)

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/012/>

## **Déclaration liminaire du Comité Technique Local du 10 mars 2022.**

Mme la Présidente,

Nous sommes en train d'arriver au bout de la mise en place du Nouveau Réseau de Proximité (NRP) en Aveyron qui s'achèvera en septembre 2022. Vous avez supprimé des accès à la DGFIP partout sur le département, vous avez réduit considérablement les plages d'ouverture de nos services, et en parallèle vous continuez de supprimer des emplois. La pseudo augmentation du volume d'emplois en Aveyron est un leurre puisque le nombre de postes vacants va considérablement augmenter avec la mise en place du Centre de Contact des Professionnels de Decazeville (CCP).

Les élus decazeillois nous étaient déjà apparus bien naïfs face à ce que l'on appelle une « promesse d'emplois » sur leur commune avec la création du CCP. FO-DGFIP 12 avait déjà interpellé la DDFIP sur les difficultés inéluctables de recrutement dans ce service. Pouvez-vous nous dire, Madame la Présidente, combien d'agents des Bouches du Rhône suivent leur mission ? Nous constatons depuis des mois que le comblement des emplois de ce service se fera au détriment du réseau traditionnel déjà particulièrement sinistré. Pour preuve, depuis des mois la DDFIP ne cesse d'encourager les agents à passer les concours de cadre B ou à s'inscrire sur les listes d'aptitudes de C en B, afin d'avoir un vivier d'agents à affecter sur le Centre de Contact. Après des années de baisses jusqu'à une seule promotion par an, la liste d'aptitude de C en B a vu son nombre de promotions tripler cette année. Tant mieux pour les agents, évidemment. Mais ce détournement de la promotion interne, en agitant une carotte empoisonnée aux agents C, pour combler le CCP, est scandaleux. Quelle estime pour les agents... Quand ils découvriront le flicage et les conditions de travail du CCP qui seront évoquées dans ce CTL, ils déchanteront peut-être. Nous ne pouvons que dénoncer en parallèle la disparition des CAPL qui rendent totalement opaques les affectations et mettent à mal les droits des agents et l'équité de traitement. N'en déplaise aux élus, ces agents ne déménageront pas à Decazeville, « les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent ».

La création de multiples Pôles Nationaux (Centres de Contact, Pôle Quitus, Pôle National de Gestion OSS/IOSS pour le guichet TVA commerce en ligne, Pôle National de Soutien au Réseau, etc) ne fait que mettre en lumière les ravages des différentes réformes successives et du NRP. On casse tout le réseau et après il faut bien compenser.

Toutes ces réformes, toutes ces restructurations de notre administration, ne sont pas au service de tous les citoyens. FO-DGFIP 12 le dénonce depuis longtemps. Le mois dernier, **la Défenseure des Droits, Claire Hédon, revenait sur les ravages de la dématérialisation dans notre société** : « une personne sur cinq n'a pas d'ordinateur ni de tablette chez elle, et un jeune sur quatre dit avoir du mal à faire des démarches en ligne. Il y a donc un sentiment d'éloignement du service public et de renversement de qui doit faire le travail : c'est quand

même au service public de s'adapter, et pas à l'utilisateur de s'adapter à la dématérialisation. Ce qui épuise nos réclamants, c'est qu'ils n'arrivent plus à joindre personne, qu'ils ne peuvent plus ni téléphoner ni exposer leur situation ». La Défenseure des Droits elle-même dénonce nos réformes type NRP puisqu'elle affirme : « On a pensé faire plus d'économies en fermant des guichets, c'était une erreur ». Il est finalement bien question de **maltraitance institutionnelle** quoi qu'on en dise. N'oublions pas que, par exemple, les SIE mettent des amendes lors des dépôts de déclarations papier (60€ minimum par déclaration).

Madame la Présidente, ne nous expliquez pas que les Centres de Contact ou les Maisons France Service (MFS) sont la solution. Ce ne sont que des sparadraps sur une jambe de bois ! **L'objectif de ces espaces est de palier l'absence de service public, mais pas de s'y substituer !** FO-DGFIP 12 dénonce les fermetures de nombreux services au prétexte que les collectivités locales ouvriraient éventuellement des MFS. **Il ne faut pas prendre les vessies pour des lanternes !**

Après deux ans de crise sanitaire, une nouvelle crise liée à la guerre en Ukraine va nous toucher. Les services publics vont être une fois de plus mobilisés et très sollicités. Encore une fois, les agents d'une DGFIP dépouillée devront assumer une fonction pourtant essentielle de service public alors qu'ils n'en ont plus les moyens. Mais n'en doutons pas, Ministres et DG sauront remercier par mèl les agents...

FO-DGFIP12 revendique :

- l'arrêt des suppressions d'emplois
- un recrutement de fonctionnaires titulaires à la hauteur des besoins
- le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat depuis 2000 par l'augmentation de la valeur du point d'indice
- l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation
- un déroulement de carrière et des débouchés satisfaisants pour tous les agents



Les représentants FODGFIP-12.